

HOMMES ET FEMMES FACE AUX INÉGALITÉS ET À LA PAUVRETÉ AU TRAVAIL

Pascale ABSI, Pascale PHÉLINAS, Monique SELIM

La question des inégalités et de la pauvreté est au cœur de la contestation du processus de mondialisation car elle a produit, hormis quelques rares exceptions, une concentration des richesses entre les mains des plus puissants, à l'échelle de la planète mais aussi au sein des États. La grande promesse de la libéralisation du commerce qui est de créer de la prospérité et des emplois est loin d'être remplie. De fait, partout dans le monde, la précarité se généralise, et la mondialisation aligne vers le bas les conditions de vie des travailleurs. Les inégalités d'exposition à des conditions d'emploi fragiles ont augmenté considérablement. Beaucoup de travailleurs sont obligés d'accepter une détérioration de leur salaire et de leurs conditions de travail. La faiblesse des revenus des travailleurs et leur inégale répartition sont en grande partie imputable à l'enfermement des plus pauvres dans des secteurs à faible valeur ajoutée, à l'émiettement des statuts de travail, et à l'absence de toute forme de protection sociale. Dans certains lieux, l'appauvrissement d'une part importante de travailleurs s'accompagne de l'intensification de leur exploitation. Les inégalités découlant de cette dérégulation du marché international sont aujourd'hui bien plus profondes que par le passé. Elles engendrent des disparités de statut inédites, qui sont en réalité des inégalités dans le rapport à l'avenir et dans le degré de socialisation. Elles représentent l'une des dimensions essentielles de la nouvelle architecture sociale.

Anthropologues et économistes ont, dans leurs investigations, porté une attention particulière à la position spécifique des femmes dans ces processus. Un certain nombre de travaux insistent sur la différence des positionnements des hommes et des femmes en regard des statuts de

travail, de l'accès à l'emploi, de la gestion des revenus et des capacités d'investissement. Dans tous les cas étudiés, la position dominée des femmes en termes économiques – mais aussi symboliques et imaginaires – pèse lourdement sur les possibilités d'amélioration de leur condition. Les résultats des investigations conduites ici (sur les ouvrières, les petites commerçantes, les femmes en milieu rural, les chercheuses et les prostituées) exemplifient les modalités spécifiques de la relégation et de l'enfermement dans la pauvreté des femmes et les obstacles particuliers auxquels elles s'affrontent.

Cet article capitalise des analyses menées sur les champs sociaux du travail en Argentine, en Bolivie, au Mexique, en Ouzbékistan, au Pérou, au Sénégal, au Vietnam, et portant sur les processus d'exclusion et d'appauvrissement ainsi que sur la production des inégalités dans leur articulation aux transformations du travail liées à la globalisation. Il croise des approches économiques et anthropologiques dans l'objectif d'enrichir la réflexion sur les modes de catégorisation de la pauvreté en apportant une dimension épistémologique indispensable à la compréhension des phénomènes actuels issus de la globalisation.

Travail et globalisation

La croissance économique de la plupart des pays en développement est restée nettement insuffisante pour absorber les cohortes de nouveaux entrants sur le marché du travail. Une des raisons principales de cet affaissement de la croissance vient de ce que la libéralisation de l'activité économique a rapidement entraîné la disparition d'emplois dans les activités non compétitives exposées à la concurrence internationale alors que la création d'emplois dans des activités nouvelles, compétitives, a été freinée par différents facteurs comme les carences des institutions financières, l'insuffisance des infrastructures ou la pénurie de personnel qualifié, une mauvaise orientation de la politique monétaire et de la politique de change. Une seconde raison est que l'intégration à l'économie mondiale s'est souvent réalisée sur la base de spécialisations peu avantageuses pour les pays, centrées sur les produits primaires dont la valeur relative par rapport aux autres biens échangés s'est réduite. Enfin, la réduction des interventions des États dans la vie économique, les changements technologiques rapides ont également eu des effets négatifs puissants sur le niveau, la structure et la qualité des emplois offerts. En conséquence, les gains tirés de l'ouverture économique ont été très limités car le contenu en emplois de la croissance s'est bien souvent appauvri.

En dépit de l'entrée en vigueur de certains traités de libre commerce (comme l'ALENA) censés, par l'intensification des échanges

commerciaux entre les pays concernés, faire converger progressivement les niveaux de vie de leurs populations et réduire les mouvements de population entre eux, force est de constater que les perspectives sont restées fort éloignées de la réalité. L'expansion économique des pays occidentaux nécessite, dans de nombreux secteurs (agriculture, industrie, services, restauration-hôtellerie) la disponibilité d'une main-d'œuvre peu qualifiée et bon marché que lui fournissent les pays du Sud. À l'opposé, l'effondrement de nombre d'économies du Sud confrontées aux crises financières et aux plans d'ajustement structurel a poussé hors des frontières de nombreux actifs à la recherche d'emplois introuvables localement. L'expansion considérable des migrations internationales est ainsi devenue l'une des caractéristiques du processus de globalisation.

L'avènement d'économies libéralisées et tournées vers l'extérieur a remis en question la condition salariale. La plupart des pays en développement sont caractérisés par la montée structurelle du chômage, du sous-emploi, et par le développement considérable du secteur informel et de l'auto-emploi, trois phénomènes généralement liés à la stagnation ou à la croissance lente de l'emploi dans le secteur moderne. La majorité des personnes qui travaillent exercent des activités peu productives et mal rémunérées dans un secteur très largement informel (agricole, manufacturier ou commerçant) privé de système d'assurance chômage ou des autres formes de protection sociale. Au Mexique, entre 50 et 60 % de la main-d'œuvre salariée travaille dans des entreprises de moins de 6 personnes (Papail, 2004). Au Sénégal, à peine 12 % des travailleurs sont salariés (République du Sénégal, 2004 ; Baumann, 2003). La précarisation semble particulièrement s'accroître pour les femmes en milieu rural : en 2001, la moitié d'entre elles n'étaient pas rémunérées, contre 29 % en 1994 (World Bank, 2003). Les cycles migratoires internationaux contribuent à accélérer la « désalarisation » des travailleurs car ils transforment une partie des salariés, après le déplacement, en travailleurs indépendants ou chefs de micro-entreprises lors de leur réinstallation. Dans le cas mexicain, la proportion de chefs d'entreprises et de travailleurs indépendants dans la distribution des statuts d'occupation est généralement multipliée par deux entre le moment du déplacement aux États-Unis et le moment de la réinstallation au Mexique, de 13,1 % à 27,9 % dans la population masculine, et de 16,0 % à 28,5 % dans la population féminine.

Dans les pays de l'ex-Union soviétique, la déstructuration du système d'emplois et de revenus n'est pas survenue comme effet de libéralisations, de privatisations et de licenciements. Elle est plutôt le résultat d'une décomposition du système économique soviétique qui a

entraîné une baisse d'activité des unités de productions industrielles ou agricoles (qui n'ont pas licencié leurs employés mais cessent régulièrement ou épisodiquement de les payer) tandis que les phénomènes d'inflation qui ont précédé et suivi la chute de l'URSS ont abouti à une diminution drastique des revenus réels (salaires ou retraites) (Bazin, 2006). L'ancienne classe ouvrière s'est décomposée du fait de la désertion de nombreux salariés ayant émigré et/ou simplement découragés par les retards de salaires ou le manque d'activité des entreprises.

Quel que soit le contexte institutionnel et politique, la réduction des inégalités et de la pauvreté a été très limitée dans la plupart des pays en voie de développement où une majorité de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Les revenus d'activité étant la principale source de revenus de la population de ces pays et particulièrement des groupes les plus pauvres, il s'ensuit que les disparités des revenus du travail constituent une source majeure d'inégalités et de pauvreté, sauf dans certaines régions, où les envois d'argent des émigrants représentent des compléments de revenu considérables pour les populations locales. Au Mexique, par exemple, à la fin des années 1990, ces transferts représentaient en moyenne environ 40 % des ressources monétaires des ménages qui en bénéficiaient, et dans 30 % des cas, elles constituaient l'unique ressource de ces ménages (Papail, *ibidem*). La répartition de ces sommes entre les différents postes budgétaires souligne le poids prépondérant (70 % environ) des postes relatifs à l'entretien des ménages (logements, alimentation, habillement, transports, santé, éducation...). Elle atteste de la nécessité de ces transferts pour la reproduction de nombreuses familles sur les lieux d'origine et de leur importance dans la couverture des besoins essentiels.

La pauvreté est toujours associée à la précarité de l'emploi, au faible niveau et à l'instabilité des revenus d'activité, et à la quasi-absence de revenus d'inactivités (chômage, maladie, vieillesse etc.). L'étude des conditions d'emploi permet d'identifier les facteurs qui empêchent les pauvres d'échapper à la misère et qui contribuent à la transmission du dénuement de génération en génération. Les différences dans ces conditions sont dues à la fois à l'éventail des salaires sur le marché du travail, mais aussi au chômage et à la multiplication des emplois précaires. La plupart du temps, ce n'est pas tant le chômage que la relégation des pauvres dans des emplois précaires et peu rémunérés qui est à la source de la pauvreté. Avoir un emploi ne garantit pas toujours un revenu suffisant pour vivre, et n'offre pas forcément la possibilité de vivre décemment. En conséquence, observer seulement la participation au

marché du travail ne suffit pas. Il est nécessaire de prendre en compte les statuts et la qualité des emplois occupés afin de comprendre à quels risques de pauvreté sont exposées les personnes ayant un emploi. Cet angle d'analyse permet d'attirer l'attention sur les inégalités qui découlent de la fragmentation des emplois.

La qualité des emplois occupés par les actifs est très hétérogène si bien que les revenus qui s'ensuivent n'offrent pas toujours de possibilités réelles d'amélioration du niveau de vie des populations. Ce phénomène ne peut être mis en lumière si l'on se contente d'utiliser les catégories habituelles de la statistique qui classe les emplois selon la profession exercée par les travailleurs. En effet, cette classification ne donne qu'une idée imprécise de la qualité des emplois occupés qui est en fait extrêmement hétérogène à l'intérieur des branches professionnelles. Une façon simple, quoique contestable¹, d'approcher la « valeur » des emplois consiste à recourir à la rémunération afin de les ordonner. Cette méthode permet d'éviter le délicat problème du classement hiérarchique des professions. En outre, la rétribution est clairement une variable ordonnée et la comparaison des rémunérations associées à chaque emploi permet de classer ceux-ci en fonction de leur « rentabilité salariale ».

Dans tous les pays qui font l'objet de cet article, une première raison de la prévalence de la pauvreté tient au faible niveau des rémunérations du travail. Toutefois, si les rémunérations sont en moyenne relativement faibles, elles sont extrêmement variables d'un type d'emploi à un autre. La distribution des professions des travailleurs en fonction de leur rémunération fait apparaître une segmentation des emplois quasiment dans chaque profession. Les inégalités les plus déterminantes ne passent donc pas seulement par les grandes catégories professionnelles, mais aussi à l'intérieur de chacune d'entre elles. On constate ainsi une polarisation nette des emplois selon un mode dual avec deux groupes extrêmes de travailleurs, les « pauvres » et les « riches », indépendamment du statut (indépendant ou salarié ; déclaré ou non) sous lequel ils exercent leur métier.

Si les salaires apparaissent, en moyenne, supérieurs aux rémunérations des indépendants, l'éventail des revenus des indépendants est beaucoup plus ouvert que celui des salariés. La plus grande volatilité des revenus des indépendants tient à la fois aux conditions d'exploitation des

1. La qualité d'un emploi est une fonction multivariée de tout un ensemble d'autres attributs (productivité, pénibilité, stabilité mesurée par le nombre de jours annuels travaillés, etc.) que chaque travailleur pondère différemment. En outre, la valeur d'un emploi est aussi conditionnée par les rapports sociaux. On démontre ultérieurement comment, à montant égal le salaire d'une femme n'équivaut jamais — en terme de sortie de la pauvreté — à celui d'un homme.

entreprises qu'ils dirigent et de leur environnement économique, au risque d'entreprendre, à la réussite personnelle et aux effets de la conjoncture. L'importance relative de l'emploi indépendant est souvent interprétée comme un signe de pauvreté car, pense-t-on, ce type d'emploi fonctionne comme un refuge contre le chômage et le sous-emploi des travailleurs qui ne disposent pas des qualifications requises par les segments les plus lucratifs du marché du travail, ou comme sphère d'investissement de petits capitaux des familles qui ont un accès réduit à d'autres branches d'activité, ou encore répond à des situations d'offre excédentaire de force de travail. L'emploi indépendant correspondrait donc à la situation matérielle la plus précaire, serait subordonné au manque d'emplois mieux rémunérés dans d'autres activités et représenterait un exutoire pour des personnes dépourvues d'emploi et possédant un faible capital. Au Pérou, beaucoup de micro-entreprises créées en milieu rural ne dégagent aucun bénéfice d'exploitation en raison principalement du volume réduit des opérations, de la facilité d'entrée dans les professions concernées (artisanat, commerce, transport, services aux ménages), de la faible qualité des produits fabriqués, de la productivité insuffisante du travail et de la faiblesse de la demande (Phélinas, 2003). La stratégie prédominante dans ces activités est la minimisation des coûts par unité d'input plutôt que la maximisation des gains de productivité. Cependant, les emplois les plus rémunérateurs sont aussi des emplois d'indépendants. Certains micro-entrepreneurs péruviens gagnent autant sinon plus que les ouvriers d'usine des industries modernes de grande dimension. Dans les villes d'Ouzbékistan de très nombreux salariés de l'administration ou des usines ont délaissé leur emploi du fait de l'effondrement des rémunérations, devenues dérisoires ou épisodiques après la chute de l'URSS. Ils tentent alors de trouver de meilleures sources de revenus, plus régulières, dans des activités indépendantes. Ils sont remplacés dans beaucoup de manufactures par des migrants venus des zones rurales, fuyant eux-mêmes la pénurie de liquidités qui y sévit du fait du déclin des kolkhozes (Bazin, *ibid.*). Ces constats ôtent toute pertinence à une vision globalisante du « secteur » non salarial comme secteur regroupant des emplois de moindre qualité. La caractéristique principale des emplois indépendants est leur extrême diversité.

Une seconde cause importante de la pauvreté provient de la précarité des emplois occupés, même s'ils sont bien rémunérés. La participation des personnes les plus pauvres aux activités productives est souvent limitée en termes de volume annuel car les plus démunis occupent généralement des emplois sur une base irrégulière et occasionnelle, sans aucune sécurité, et n'arrivent pas à travailler à plein-temps. Lorsque l'on

interroge directement les travailleurs sur la façon dont ils perçoivent leur emploi du temps, les réponses à ces questions, font apparaître l'insatisfaction d'un nombre élevé d'actifs quant à leur temps de travail, en particulier en milieu rural comme le montre le travail mené au Pérou (Phélinas, 2002). Au Mexique, le fait de s'être reconverti en non salarié ne garantit pas, comme on aurait pu le supposer, une stabilité de l'activité productive, car près d'un tiers de cette population ne paraît pas satisfait de sa situation, bien qu'elle ait pu améliorer dans la majeure partie des cas, une situation plus difficile comme salarié. Autrement dit, nombre de travailleurs acceptent un horaire réduit faute de trouver une occupation à temps plein. Si l'on examine de façon plus « objective », dans quelle mesure les travailleurs sont affectés par une durée de travail inférieure à la normale, que ce soit pour des raisons économiques, techniques ou structurelles, on constate le nombre réduit de journées travaillées par an, ce phénomène étant particulièrement frappant en milieu rural. Même si le nombre annuel de jours de travail que l'on considère comme normal varie considérablement selon la profession où l'activité, les chiffres que l'on peut avancer indiquent qu'une quantité non négligeable de temps productif reste inutilisée.

Dans des contextes de forte réduction du secteur formel et de crise du salariat, les stratégies de survie (et plus rarement d'enrichissement) reposent sur la multiplication de sources de revenus. Beaucoup de personnes sont obligées de travailler dans plusieurs emplois en raison du faible niveau d'activité et des rémunérations dans certains secteurs de l'économie. Ces questions se posent avec une acuité particulière en milieu rural où sont généralement concentrées les populations les plus démunies. Un des sujets de controverse largement débattu en économie rurale est la propension des activités alternatives à l'agriculture à améliorer la répartition des revenus et à soulager la pauvreté. Une idée communément admise est que toute création d'emploi en milieu rural entraîne des effets de répartition positifs car elle contribue à élargir les opportunités d'emploi des ruraux et à réduire les écarts de revenus entre la ville et la campagne. Les débats récents sur la pauvreté soulignent l'intérêt porté aux emplois alternatifs comme moyen effectif et efficace d'atténuer le dénuement dont souffrent les populations rurales. La principale ligne d'argumentation consiste à dire que ces activités constituent une source d'emploi et donc de revenu (même faible) pour les plus pauvres. Dans des contextes où le chômage saisonnier et le sous-emploi permanent sont répandus, des emplois alternatifs même faiblement rémunérés peuvent avoir un impact crucial sur le niveau de vie des populations. De plus, la diversification des sources de revenu constitue une façon de stabiliser le

revenu entre les saisons et les années pour des individus qui n'ont pas accès aux autres mécanismes de protection contre le risque comme l'épargne, le crédit ou l'assurance.

Dans beaucoup de pays, la richesse, en milieu rural, a traditionnellement été (et reste parfois) fondée sur l'accaparement de l'usage de la terre. En Ouzbékistan, par exemple, la terre demeure propriété d'État ; son usage est concédé pour une période variable (10 ans, 30 ans, etc.) à des « fermiers » sélectionnés par appel d'offres sur des critères qui excluent la grande masse des paysans « ordinaires » (niveau d'étude, connaissances agronomiques, détention de matériel agricole etc.). Ces nouveaux fermiers sont souvent les anciens notables du système « collectif » : chefs de kolkhozes, comptables, agronomes, cadres du parti, etc. A contrario, en Argentine, soixante-quinze pour cent de l'agriculture sont réalisés actuellement par des producteurs dont le socle compétitif n'est pas la propriété de la terre. La compétitivité, qui fonde la richesse des exploitations agricoles est située au niveau de la *gestion* de la terre et non point de sa *propriété*. Ce n'est donc pas la propriété qui est en train de se concentrer mais le management. La figure traditionnelle du richissime propriétaire foncier (*terrateniente*) a été détruite par la nouvelle réalité productive, consécutive à l'introduction des OGM, qui a induit une nouvelle division du travail et un rôle accru de la connaissance comme facteur productif dynamisant de la compétitivité et de la richesse (Hernandez, 2007).

Au Pérou, un résultat essentiel du travail de recherche est que les foyers qui ont diversifié leurs sources de revenu en dehors de l'agriculture ont la probabilité la plus faible d'être pauvres (Phélinas, 2004). En moyenne, l'existence de sources de revenus complémentaires à celles de l'agriculture et de l'élevage diminue l'incidence de la pauvreté jusqu'à près de 40 points. L'effet est encore plus spectaculaire sur la pauvreté extrême qui recule beaucoup plus rapidement. Cependant, l'impact des revenus alternatifs sur l'incidence de la pauvreté est quasi inexistant au sein des deux premiers quartiles de revenu. Ils exercent une influence significative sur l'amélioration du niveau de vie qu'à partir du troisième quartile. La contribution des sources alternatives de revenu à la réduction de la pauvreté et des inégalités de revenu apparaît ainsi bien moins grande que ce que l'on croit généralement. L'effet des revenus alternatifs sur les disparités de revenu est même plutôt négatif. La décomposition de l'inégalité totale, mesurée par l'indice de Gini², montre que si toutes les sources de revenus concourent positivement à l'explication de la

2. L'indice de Gini est une mesure synthétique de l'inégalité de la répartition des revenus.

dispersion du revenu total, la contribution des revenus alternatifs demeure prépondérante. Ces sources de revenu contribuent donc à renforcer l'inégale répartition des revenus plutôt qu'à l'atténuer.

Les disparités de revenu trouvent leur origine dans la structure du revenu, qui n'est pas la même suivant que l'on est riche ou pauvre. Contrairement à une opinion largement répandue, ce n'est pas la part du salariat ou de l'auto-emploi qui change de manière significative selon le quartile considéré, mais la part des revenus provenant d'emplois qualifiés qui a tendance à augmenter avec le niveau de revenu. Ce n'est donc pas en soi la diversification des activités qui différencie le plus les groupes de revenu, mais le type d'emploi auquel accèdent les membres des foyers qui appartiennent à ces groupes. Les segments de la population les plus infortunés ont leurs revenus concentrés sur l'agriculture et sur ce que l'on appelle des activités résiduelles ou encore des activités de dernier ressort, qui offrent peu de chances réelles d'arracher les foyers concernés à la pauvreté. Les effets de la pénurie d'emploi en milieu rural, en particulier l'emploi qualifié, ont tendance à se concentrer sur les groupes de travailleurs qui appartiennent aux quartiles de revenu les plus modestes. En conséquence, la capacité des sources alternatives de revenu à soulager la pauvreté et améliorer la répartition des revenus est limitée par le fait que la majorité des personnes qui appartiennent aux foyers les plus pauvres travaillent dans des activités de survie, peu productives et mal rémunérées alors que les groupes les plus riches ont accès aux emplois les plus rémunérateurs. La principale source d'inégalité ne réside donc pas dans la distribution d'une source de revenu parmi les foyers concernés mais par les différences dans l'accès aux différentes sources de revenu.

Puisqu'il apparaît qu'occuper un emploi qualifié est la source principale de richesse des travailleurs, il faut s'interroger sur les conditions d'accès à ces emplois. La présomption la plus courante est que ces emplois profitent davantage au groupe des plus riches car les individus appartenant à ce groupe singulier sont généralement mieux dotés en capital humain et que les pauvres sont mal placés pour acquérir les qualifications nécessaires pour accéder aux sources les plus attrayantes de revenu. Une autre raison est que les barrières à l'entrée dans certains emplois peuvent entraîner une concentration des meilleurs postes dans les foyers les plus aisés, cantonnant les plus démunis dans les emplois les plus faiblement rémunérés, qui permettent rarement d'accéder ultérieurement à de meilleurs emplois ou encore de sortir du cercle de la pauvreté.

Les différents travaux évoqués soulignent l'importance de la formation, entendue au sens large, dans la capacité à exercer un emploi

qualifié. Au Pérou, les individus qui ont une formation plus longue ont tendance à occuper les emplois les plus attractifs (Phélinas, 2006). Cet effet se renforce avec les niveaux supérieurs d'éducation. Une formation universitaire apparaît particulièrement significative de l'accès aux emplois salariés qualifiés qui sont parmi les emplois les mieux rétribués et les plus stables. Ce résultat indique une claire préférence des travailleurs ayant suivi un cycle d'études supérieur pour l'emploi salarié plutôt que pour la création d'une micro-entreprise familiale. Le rendement des diplômés du secondaire apparaît également élevé mais un niveau d'études secondaires laisse davantage ouvert le choix du statut (indépendant ou salarié). Le fait que les individus aient reçu une formation professionnelle a un effet d'une magnitude voisine de celui de la formation supérieure sur les caractéristiques des emplois accessibles. L'ancienneté dans l'exercice d'un métier, qui est une variable indicatrice de la qualification acquise, a également un effet très significatif sur la probabilité d'exercer un emploi qualifié, mais reste sans effet sur la probabilité d'occuper un emploi salarié non qualifié. L'explication, dans ce dernier cas, est à rechercher du côté de la diversité des emplois salariés non qualifiés et de la faible durée des « contrats » de travail attachés à ces emplois. Ces deux caractéristiques empêchent que s'acquière de grandes compétences monnayables sur le marché du travail.

Au Mexique, un des motifs de la migration correspond à des sorties de situations de chômage liées à l'inadéquation des qualifications des individus face à l'offre d'emplois salariés (Papail, *ibid.*). Au retour, un ensemble important d'individus (25,6 %) dans la population masculine se réfère explicitement aux qualifications acquises durant le cycle migratoire comme élément déterminant la création d'une entreprise. Bien que la formation professionnelle des migrants aux États-Unis ne paraisse pas très développée et semble fortement liée aux niveaux de scolarité d'origine au Mexique, les durées de séjour à l'étranger et la mobilité professionnelle qu'elles impliquent sont l'occasion de formations, qu'elles soient de type formel ou constituées d'apprentissage sur le tas, qui ont des effets positifs sur les capacités de reconversion ultérieures vers le non-salariat, lors de la réinstallation au Mexique.

En Ouzbékistan, la généralisation de la pratique des pots-de-vins, qui touche la quasi-totalité des administrations et des institutions publiques, altère la force du lien entre emploi et formation mis en évidence dans d'autres pays. Ainsi, si le système d'enseignement demeure en principe public et gratuit (en ce qui concerne les études supérieures, une partie des étudiants sont admis sur « contrat » et doivent régler des frais d'inscription), dans les faits il nécessite la distribution de nombreux

bakchichs : les étudiants candidats aux concours d'entrée dans les établissements supérieurs subornent presque systématiquement les responsables des examens ; la plupart des professeurs des collèges, universités ou instituts d'enseignement supérieurs négocient contre rétribution avec leurs étudiants les notes qu'ils leur donneront aux examens, ou encore la mention au diplôme, etc. Il en va de même pour accéder aux emplois dans la fonction publique et parfois dans le secteur privé.

Ainsi, si les inégalités entre les individus touchant à la nature des formations suivies se traduisent par de fortes disparités dans les formes, le volume et les modalités des emplois occupés, elles ne sont pas le seul facteur en cause. Une autre variable cruciale, très rarement mise en lumière, exerce également une influence hautement significative sur la probabilité d'occuper un emploi qualifié : il s'agit de l'accessibilité des zones dans lesquelles vivent les personnes, combinée à leur éloignement d'un marché urbain dynamique. Indéniablement, le fait de vivre dans certaines régions réduit la probabilité d'être pauvre car les possibilités de trouver (ou créer) un emploi y sont considérablement supérieures par rapport à d'autres régions.

Ce sont les travailleurs vivant dans les zones les mieux desservies par un réseau de communication, bien dotées en infrastructures publiques qui occupent le plus souvent les emplois les plus attractifs. Or, une proportion considérable de la population (rurale notamment) des pays étudiés se trouve dans un environnement économique caractérisé par des marchés locaux étroits, des distances importantes vers les grands centres de population et les marchés du travail aggravées par la faible qualité des routes. Comme le processus par lequel les travailleurs cherchent un emploi est complexe, l'éloignement et les difficultés d'accès, en augmentant le coût du transport, augmente le coût de toutes les transactions à distance, y compris les transactions portant sur le travail, et freine l'emploi des actifs vivant dans des zones mal desservies. Dans les anciens pays communistes, comme l'Ouzbékistan, la Chine ou le Vietnam, le maintien des systèmes de visas internes (permis de résidence et de travail) accroît considérablement ces phénomènes de distance et constitue un facteur déterminant de ségrégation et de cloisonnements du marché du travail. C'est le cas aussi, bien évidemment, et d'une manière de plus en plus aiguë, pour les migrations internationales (pour le traitement desquelles des « camps » et des « murs » sont à nouveau érigés). La distance ou le temps qui séparent le travailleur d'un marché du travail, l'information sur les emplois et les rémunérations dont disposent les individus, les limitations administratives et policières apparaissent

ainsi fondamentaux pour leur insertion sur le marché du travail. Ceux qui font face aux coûts de transaction les plus élevés ont une faible capacité à s'articuler au marché du travail, ce qui justifie souvent le choix de l'auto-emploi (qui permet d'économiser les coûts de transaction), ou parfois encore une spécialisation professionnelle sur une « niche ethnique » liée à des réseaux migratoires.

Genre, travail, revenus et rapports sociaux

Les femmes sont devenues une cible privilégiée des programmes de « lutte contre la pauvreté ». Cette focalisation tient à deux raisons principales. La première est liée à l'idée que les actions menées en faveur des femmes se traduisent plus directement par une augmentation du niveau de vie et du bien être des familles que celles destinées aux hommes. La seconde est que les femmes sont les principales victimes de la précarisation des revenus et des emplois ainsi que du désengagement des États des services publics. Face à cette situation, un des objectifs des programmes de « lutte contre la pauvreté » est l'augmentation des ressources féminines (emplois, crédits, donations...) donc l'articulation des femmes aux marchés.

Cette qualité salvatrice attribuée à l'argent des femmes découle d'une vision économiciste de la pauvreté qui tend à oublier les rapports sociaux, parmi lesquels ceux de genre, et les imaginaires qui organisent de manière différentielle le rapport des hommes et des femmes au marché, au travail et à l'argent. En effet, si la domination des femmes en termes économiques – mais aussi symboliques et imaginaires – pèse lourdement sur les possibilités d'amélioration de leur condition, celle-ci se décline de manière différente en fonction des contextes nationaux, des groupes sociaux (ou « ethniques ») et familiaux. De même que la catégorie « femme », la catégorie « pauvreté féminine » est composée de fractions extrêmement disparates, tant dans sa réalisation concrète que dans son appréhension subjective par les acteurs. L'affirmation commune selon laquelle les femmes sont plus pauvres que les hommes est différente de l'affirmation que les revenus des femmes au sein d'un ménage sont inférieurs à ceux des hommes et que, dans tel ou tel contexte culturel, leur pouvoir de gestion, leur capacité de disposer de ressources autonomes et de jouir de droits personnels de propriété varient. De même que varient l'appréhension subjective et la définition locale de la pauvreté, de la richesse, du revenu et du travail légitimes et leur déclinaison en fonction du genre des acteurs et du moment historique où elles se jouent.

De par le monde, les restructurations socio-économiques liées aux ajustements structurels, aux transformations des anciens régimes

socialistes, à la « modernisation » des campagnes, ainsi que, le cas échéant, aux actions de lutte contre la pauvreté féminine – ont sensiblement modifié la donne concernant la position des femmes face aux marchés. Qu'elles cherchent par tous les moyens – y compris la migration, le microcrédit et/ou la prostitution — à générer leurs propres revenus ou bien qu'au contraire leur statut de travailleuse se voit de plus en plus contrôlé par les hommes, dans tous les cas, on assiste à une redéfinition des rapports sociaux de genre, des pratiques et des représentations sexuées du travail et de l'argent.

En terme strictement monétaire, la pauvreté des femmes n'est pas seulement une question de revenus mais aussi d'autorité sur les flux monétaires. La constatation selon laquelle les femmes se doivent de consacrer toutes les ressources qui passent entre leurs mains — leurs revenus, ceux que leur remettent mari et enfants et même le contenu de la marmite — à leur famille, est une idéologie largement partagée. L'est aussi l'acceptation que les hommes disposent d'un jardin secret, celui de leur argent de poche, destiné à des obligations de représentation, de générosité ostentatoire et de sociabilité perçues comme typiquement masculines. Ceci confirme, s'il le faut, la remise en cause de la notion de ménage comme catégorie caractérisée par un revenu et une consommation globale gérés par un chef de ménage altruiste et rationnel (Lauffer *et alii*, 2003). Principalement utilisé pour manger et boire entre amis et collègues, l'impact de l'argent de poche masculin sur la diète des hommes est loin d'être négligeable. Dans les faits, on observe une sous-estimation statistique de la pauvreté féminine et une surestimation de la pauvreté masculine.

Il est alors tentant de chercher à augmenter l'emprise des femmes sur les revenus du foyer, notamment au travers de l'emploi rémunéré (mais aussi du microcrédit). Là où le modèle épouse au foyer/homme pourvoyeur de revenus s'est imposé, de plus en plus de femmes adhèrent personnellement à ce projet et cherchent à générer leurs propres entrées. Mais que se passe-t-il concrètement lorsque les femmes se mettent à générer des revenus propres ? Leur niveau de vie et celui de leur famille augmentent-ils ? Leur situation est-elle plus enviable que celle de leurs consœurs au foyer ?

Les enquêtes menées dans les quartiers ouvriers de Hanoï au Vietnam (Selim, 2003) ou à Potosi en Bolivie (Absi, 2007) montrent comment les processus de domination ne sont que déplacés par la mise au travail des femmes. En Amérique du Sud, comme d'ailleurs en Afrique, la création de son propre emploi via le commerce représente souvent la principale stratégie de mise au travail des femmes. En Bolivie, la construction du

commerce comme un « non-travail » — qui ne génère pas d'argent mais le multiplie sur le mode de l'élevage, activité typiquement féminine — permet aux femmes d'obtenir de l'argent en contournant l'équation : travail = masculinité = génération de revenus. Cette construction, associée à l'invisibilité des bénéfices au jour le jour du commerce contribue à la construction des revenus féminins comme moins puissants et moins prestigieux que ceux des hommes qui gagnent à la semaine, ou au mois. Il y a donc aussi une construction subjective de la pauvreté féminine qui n'est pas sans incidence sur le niveau de vie des femmes.

Le destin des revenus masculins confirme leur plus value. Ils sont affectés à des achats en gros, notamment des vivres et des dépenses importantes comme le loyer ou la facture d'électricité. Leur pouvoir d'achat est par là même plus mesurable et visible que celui des revenus féminins du commerce aussitôt engloutis par l'alimentation quotidienne. Indépendamment de leur valeur réelle et de leur poids dans l'ensemble des dépenses familiales, ces derniers sont ainsi construits comme revenus d'appoint ; ils ne donnent pas de pouvoir supplémentaire aux femmes sur la gestion des revenus du foyer. Censées ne contribuer que marginalement à l'économie du foyer, leurs dépenses sont soumises au contrôle des hommes. Une situation à laquelle l'intériorisation par les femmes de leur plus grande pauvreté ne leur permet pas de s'affronter.

Plus encore, une constatation surprenante de la comparaison entre différents terrains est le désengagement de bon nombre d'hommes du budget familial lorsque leur femme commence à générer des revenus. Ceux-ci vont alors couvrir l'ensemble des dépenses autrefois assumées par le travail masculin. Il est significatif que les hommes replient leurs revenus vers l'épargne qui fonctionne alors comme un nouveau ressort de pouvoir – les hommes restent plus riches que les femmes et leur avenir mieux assuré – et de prestige en prolongeant la distinction hiérarchique entre les revenus masculins et ceux des femmes. Tant l'assignation des revenus masculins à des dépenses plus prestigieuses comme leur thésaurisation participe à ce marquage sexué de la monnaie qui permet d'atténuer le bouleversement des rapports sociaux et des identités de genre introduit par les revenus féminins. Ils s'inscrivent dans ce qu'Isabelle Guérin (2000) a appelé la dimension sexuée de la monnaie qui inscrit ses usages dans un ensemble de droits et d'obligations qui renvoient à la construction sociale des rôles de genre.

Au-delà des spécificités locales, les recherches confirment que la génération de revenus n'implique pas forcément une augmentation du pouvoir de négociation des femmes face aux hommes, ce qui tempère fortement les postulats des programmes de microcrédit et de mise au

travail des femmes au nom du développement et de lutte contre la pauvreté.

Plus encore, nos études montrent que le travail féminin ne s'accompagne pas non plus d'une augmentation du niveau de vie des familles, amputé des revenus masculins. Il implique en revanche une plus lourde responsabilité pour les femmes et l'allongement de leur journée d'activité. Qu'elles travaillent ou qu'elles ne travaillent pas, ce sont de toute manière les femmes qui supportent la plus grande pression : parce qu'elles ne gagnent pas assez pour assurer l'alimentation quotidienne ou bien parce qu'elles sont considérées par leur mari comme de mauvaises gestionnaires. Le travail féminin n'est qu'une réponse incomplète à la pauvreté, à la précarisation et à la domination monétaire masculine. Il constitue en revanche une réponse parfaite à l'abaissement du coût du travail des entreprises en permettant de réembaucher à moitié prix un salarié dont la femme se serait entre-temps mise à travailler.

Nous avons évoqué qu'un des critères principaux de la non-fongibilité des revenus masculins et féminins est lié à leur nature. En effet, la plus value attribuée à "l'argent en gros" des hommes, plus volontiers salariés que les femmes, est un des principaux critères de définition de la richesse, indépendamment du montant exact des revenus. Ainsi, par exemple, lorsqu'on demande aux commerçantes de Potosi la somme dont elles auraient besoin « pour vivre bien », elles répondent en moyenne 500 bs par mois (50 euros). Cette somme est influencée par le salaire de l'emploi domestique qui est l'étalon de l'évaluation de leur valeur sur le marché du travail, elle ne correspond pas à une estimation des dépenses : les femmes ne prétendent qu'à l'aune du possible. D'ailleurs, elle est inférieure aux revenus actuels des commerçantes dont elles ne cessent d'affirmer qu'ils sont insuffisants. Ce paradoxe doit en fait se comprendre à la lueur de la comparaison entre le pouvoir d'achat du salaire que l'on peut gérer, avec lequel on peut acheter en gros et donc à moindre prix et affronter les importantes dépenses incompressibles (loyer, électricité...) et les revenus au jour le jour, à peine gagnés et déjà dépensés. « Vivre bien » ne s'entend d'ailleurs que dans ce contexte : celui d'assurer avec le moins d'insécurité possible le quotidien de la famille, pas d'augmenter son niveau de vie.

En raison de sa qualité de « gros » et de régularité, plus que des avantages sociaux qui lui sont associés, c'est d'ailleurs le salaire, avec le patrimoine — notamment la maison — mais avant le montant des revenus qui distingue riches et pauvres. À la question de savoir ce que sont un riche et un pauvre, une commerçante répond :

« Un riche a un travail sûr, un salaire mensuel. Il ne travaille pas au jour le jour, juste pour manger ». Pour une autre : « Les riches ? Ceux qui travaillent à la Mairie, à la Préfecture, les professeurs, les avocats, les médecins... ils gagnent bien, ils ont un salaire fixe. Leur femme est à la maison, elle a une employée, son mari gagne beaucoup et il ne la contrôle pas [les dépenses de sa femme] ». Combien gagnent-ils ? : « 2000 bs. D'autres gagnent 6 000, 8 000, 4 000. »

Ce témoignage est intéressant. D'abord parce que même si notre interlocutrice perçoit des revenus équivalents (2000 bs. = 200 euros) à ceux des « riches », il ne lui viendrait évidemment pas à l'idée de se placer dans cette catégorie. On voit bien ici comment la régularité du salaire et le statut socialement supérieur du travail formel influencent la construction des catégories pauvre/riche. Parmi les autres éléments de la construction sociale de la richesse et de la pauvreté retenons également l'association entre l'importance des ressources et l'autonomie féminine : la femme riche est au foyer, mais son mari ne contrôle pas ses dépenses.

Ainsi même dans des sociétés comme la Bolivie qui n'ont jamais été à proprement parler des sociétés salariales, le salaire apparaît comme le référent de la richesse. Dans cette logique, il suffit de comparer le taux de salariat des hommes et celui des femmes pour constater combien, même à revenus égaux, les premiers resteraient plus riches que les secondes.

Inflation du secteur dit « informel », entrée massive des femmes, migrations rurales et interurbaines, marchandisation croissante de la main-d'œuvre... le secteur de la prostitution est structuré par les grands paramètres de l'actuel marché du travail. En Bolivie, il représente l'aboutissement d'un parcours professionnel au cours duquel les jeunes femmes – mais aussi les hommes, souteneurs ou prostitués – occupent successivement un grand nombre d'emplois précaires (commerce de détail, service domestique, etc.). Leurs histoires de vie sont particulièrement représentatives de la situation du marché du travail, tandis que la nature de la prostitution et sa croissance exponentielle ces dernières années stigmatisent les désillusions des travailleurs sur leur avenir professionnel.

Travailler sur la prostitution, plus généralement féminine que masculine, conçue comme l'archétype du travail et de l'argent indigne est ainsi un terrain privilégié pour saisir la division sexuelle du travail, du rapport à l'argent et leurs représentations et leurs évolutions conséquentes au bouleversement du marché et aux crises économiques. Au-delà de l'importance de la prostitution comme révélateur des déboires des femmes sur le marché du travail, la question qu'elle pose à la société de savoir qu'est-ce que sont un travail et un revenu légitimes, notamment

pour les femmes, est centrale pour comprendre la position particulière de ces dernières face à la pauvreté.

Depuis 1998, et son rapport controversé sur la prostitution, l'Organisation internationale du travail (OIT) a tranché : elle appelle à la reconnaissance économique de l'industrie du sexe. Soulignant l'expansion de cette industrie et sa contribution non reconnue au Produit National Brut (PNB) de quatre pays du Sud Est asiatique, cette organisation spécialisée des Nations Unies argumente pour que soit reconnu le « secteur du sexe ».

Cette reconnaissance englobe une extension des « droits du travail et des bénéfices pour les travailleurs du sexe », l'amélioration des « conditions de travail » dans cette industrie et « élargissement du filet fiscal aux nombreuses activités lucratives qui y sont liées ». De fait, l'OIT incite les gouvernements à profiter des bénéfices énormes de l'industrie du sexe par le biais de taxes et d'une réglementation auxquelles est soumis n'importe quel travail légitime. Corrélativement et y compris en France où certains secteurs de la prostitution réclament ce statut, on assiste à une redéfinition des prostitués en travailleurs du sexe ou travailleurs sexuels. Dans certains pays comme l'Argentine et la Bolivie, les prostitués ont même intégré les structures syndicales. Cette évolution questionne l'analyse sociale à deux niveaux : le premier est celui des recompositions du concept de travail, notamment celui des femmes. Dans les deux pays cités, la déstructuration du monde salarial liée aux licenciements des entreprises publiques et privées débouche sur une politique opportuniste des syndicats qui cherchent par tous les moyens à reconstituer leurs bases. Le glissement de prostitués à travailleurs sexuels interroge également l'opportunisme des États pour lesquels le rapport de l'OIT servira d'abord comme une justification pour favoriser l'entrée des femmes dans le « travail du sexe », pour affaiblir les statistiques du chômage ensuite, et pour taxer ainsi les femmes qui cherchent désespérément à survivre. Dans ce contexte de fort déclin économique, on atteint le sommet de l'opportunisme économique, lorsque l'on pousse à la reconnaissance de l'industrie du sexe, et que l'on transforme ainsi l'exploitation sexuelle et économique des femmes en un travail légitime. Le gouvernement de Belize, par exemple, a « reconnu la prostitution comme une forme spécifique et sexuée du travail des migrants ayant la même fonction économique pour les femmes, — et bien plus lucrative — que le travail agricole pour les hommes. » Comme le souligne Janice Raymond³, cette reconnaissance économique de la prostitution comme

3. Janice Raymond, L'Organisation internationale du travail (OIT) appelle à la reconnaissance de l'industrie du sexe, 1998, sur le web.

un travail apparaît comme la parodie des efforts pour une meilleure évaluation de la contribution des femmes aux économies nationales par l'inclusion dans les statistiques sur l'emploi, des travaux tels que la charge d'enfants ou de famille, les soins, le ménage, la cuisine et les courses, tous travaux que les femmes ont traditionnellement faits.

« Si les femmes prostituées sont perçues comme des travailleuses, les proxénètes comme des hommes d'affaires et les acheteurs de sexe comme de simples clients, légitimant l'industrie du sexe dans son entier comme un secteur économique, alors les gouvernements peuvent abandonner toute responsabilité et toute volonté de voir les femmes accéder à des emplois décents et durables. »

Ainsi, tandis qu'en Bolivie, les gouvernements successifs enjoignent les pauvres à une mise au travail dans des programmes d'État « au nom de leur dignité », il s'accommode en même de voir reconnue la prostitution qu'il régleme, comme un travail. Véritable vente nue de la force de travail, on se demande au final si la prostitution et son lot de précarité, de « travail à la pièce » et d'absence d'avantages sociaux n'est pas devenu le modèle achevé des emplois féminins de demain.

La « pauvreté » des femmes peut donc être appréhendée avant tout comme « légitimité pauvre » soit un manque de capital symbolique et de légitimité pour tenter — dans « l'égalité des chances » — un itinéraire gagnant sur la longue durée et disposant d'une pérennité relative. Cette pauvreté d'autonomie fait fonctionner avec une grande efficacité le refoulement des femmes par maintes astuces répétées vers l'illégitimation et ce dans tous les champs économiques du travail, de l'auto emploi, du commerce, en milieu rural, urbain, industriel. Sur les femmes semble en fait peser une dette inextinguible qui les handicape fortement et les appauvrit de fait ; face à tous les investissements économiques qui appellent avant tout une légitimité symbolique et imaginaire, elles se révèlent le plus souvent impuissantes à abattre tous les murs qu'on ne cesse de dresser face à elles.

Conclusion

La composition sectorielle de l'emploi a un fort pouvoir explicatif sur la dispersion des revenus. Un grand nombre de personnes en âge de travailler, à qui ni le système éducatif ni l'expérience personnelle n'ont pu apporter les qualifications nécessaires à l'obtention d'un emploi qualifié, se retrouve massivement rejeté vers les secteurs à faible productivité ou dans le sous-emploi. À côté de la segmentation entre travailleurs et chômeurs, qui n'est pas celle qui est la plus porteuse de sens, apparaît une autre segmentation entre ceux qui accèdent aux emplois qualifiés et ceux

qui n'y ont pas accès. L'inégalité face à l'emploi explique ainsi en grande partie l'inégalité des revenus du travail, et la capacité des individus à se positionner sur les « segments » les plus rentables du marché du travail apparaît comme une question cruciale de la lutte contre la pauvreté et les inégalités de revenu. Les discriminations à l'embauche, les inégalités d'accès aux emplois les mieux payés, les barrières à la mobilité des travailleurs, l'inégale répartition spatiale des biens publics apparaissent comme des facteurs essentiels de la persistance des poches de pauvreté et de l'enfermement de certains groupes dans des emplois à faible revenu. Dès lors, les créations d'emplois n'entraîneront une amélioration de la répartition des revenus que si la dynamique de la croissance porte sur les activités les plus accessibles aux pauvres ou si l'accessibilité des pauvres à des postes les plus prometteurs s'améliore.

S'agissant du groupe des femmes, on ne peut que souligner les contradictions et les tensions socioéconomiques dans lesquelles elles sont prises, un peu partout dans le monde et dans toutes les classes sociales du bas en haut de l'échelle hiérarchique. D'un côté l'expansion du marché – non seulement économique, du travail, mais aussi des identités – conduit à des processus d'individualisation et de « libération » notables dont les femmes semblent en apparence pouvoir et devoir bénéficier. Mais dans le même moment, la globalisation déclenche des idéologies de fragmentation identitaire et ethnonationalistes qui trouvent un recours massif dans l'idée d'origine. Les femmes se voient alors doublement piégées par le réenfermement dans leur origine biologique de « reproductrice » mais aussi par les filets des retraditionnalisations qui parcourent le monde et réenluminent leur position sacrificielle de dominée et d'otage des familles sacralisées. Au Nord comme au Sud, les femmes s'empêtrent dans ces doubles injonctions aveugles l'une à l'autre, et opposées, sur la réaliénation et/ou l'émancipation. Elles s'efforcent d'y répondre sans amputation alors même que des choix volontaires et déterminés seraient nécessaires. Ainsi en Argentine, elles s'inventent un statut de travail dans les « clubs de trueque » pour pouvoir continuer à combiner emploi et charge des enfants. En Argentine toujours, elles sont totalement absentes des secteurs de pointe comme les OGM où l'enrichissement des hommes est colossal. En Ouzbékistan, les chercheuses bien formées à l'époque soviétique, voient leurs filles qui croyaient poursuivre les transmissions d'une lignée de savants, ramenées à la maison par leurs belles familles éduquées pour servir de domestique gratuite... et interdites de divorce par les Comités de quartier. Au Vietnam des étudiantes brillantes arrêtent de suivre leurs cours et prennent un travail pour gagner suffisamment d'argent pour permettre à

leur jeune frère de rentrer à l'université. Elles s'épuisent pour celui qui portera la fierté et le renom de leur famille, rôle qu'elles n'imaginent pas pouvoir leur être dévolu.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ABSI P., *Il ne faut pas mélanger les fortunes. Travail, genre et revenus parmi les commerçantes de Potosi, Bolivie*, in HERNANDEZ, OULD AHMED, PAPAIL, PHÉLINAS (eds), 2007 : *Turbulences monétaires et sociales : l'Amérique latine dans une perspective comparée*, Paris, L'Harmattan.
- BAUMANN E., 2003: « Marché du travail, réseaux et capital social. Le cas des diplômés de l'enseignement supérieur au Sénégal » in LEIMDORFER F., MARIE A. (eds.), *L'Afrique des citadins. Sociétés civiles en chantier. Abidjan, Dakar*, Paris, Karthala, p. 219-292.
- BAZIN L., 2006 : « Travail, État et dépendances : quelques aperçus ethnologiques de la circulation monétaire en Ouzbékistan », communication au colloque « Anthropologues et économistes face à la globalisation », Lille, mars.
- GUÉRIN I., 2000 : *Pratiques monétaires et financières des femmes en situation de précarité. Entre autonomie et dépendance*. Thèse de doctorat en sciences économiques, Université Lumière Lyon 2,
- HERNANDEZ V., 2007 : *Entrepreneurs sans terre et pasteurs de la connaissance : une nouvelle bourgeoisie rurale ?* in HERNANDEZ, OULD AHMED, PAPAIL, PHÉLINAS (eds), 2007 : *Turbulences monétaires et sociales : l'Amérique latine dans une perspective comparée*, Paris, L'Harmattan,
- LAUFFER J., MARRY C., MARUANI C. et M. (eds.), 2003 : *Le travail du genre. Les sciences sociales du travail à l'épreuve des différences de sexe*. Paris, La Découverte,
- PAPAIL J., ARROYO ALEJANDRE J., 2004, *Les dollars de la migration mexicaine*, Paris, L'Harmattan.
- PHÉLINAS P., 2003 : « Le rôle de la diversification dans le développement économique : l'impossible mesure », *Économie et Société*, Série F, « Développement », V, 41 (7-8) : 1373-1403.
- PHÉLINAS P., 2002 : « Las actividades complementarias de las explotaciones agrícolas peruanas », *Bulletin de l'IFEA*, 31 (3) : 725-750.

- PHÉLINAS P., 2004 : L'emploi complémentaire en milieu rural péruvien : la richesse des pauvres ? *Économie Rurale*, 282 : 40-58.
- PHÉLINAS P., 2006 : Les effets de la formation sur l'emploi en milieu rural péruvien, *Mondes en Développement*, 134 (2) : 33-47.
- RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL, MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES, 2004 : *Rapport de synthèse de la Deuxième enquête sénégalaise auprès des ménages (ESAM II)*, Dakar, p. 95.
- SELIM M., 2003 : *Pouvoir et marché au Vietnam*, tome I : Le travail et l'argent, tome II : l'État et les morts, Paris, L'Harmattan,
- WORLD BANK, 2003 — *Senegal. Policies and Strategies for Accelerated Growth and Poverty Reduction. A Country Economic Memorandum*. Washington D.C., World Bank, Poverty Reduction and Economic Management 4, Africa Region, Report n° 28143-SE, p. 21.